COMMUNIQUE COMMUN

UD CGT - UD CGT-FO - SOLIDAIRES - FSU de Loire-Atlantique

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail voulus par le patronat, et soutenus par l'actuel gouvernement, c'est l'application entre autres des traités européens ayant un seul objectif : l'austérité, et son cortège de récessions d'une part, l'augmentation des profits des actionnaires d'autre part.

Les UD CGT, Cgt-FO, Solidaires et FSU considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

- L'augmentation des salaires (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,
- L'arrêt des licenciements, délocalisations et fermetures d'usine, la préservation des emplois industriels et publics,
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser entre autres l'embauche en CDI des jeunes, dont 25% sont au chômage,
- L'arrêt de tous les accords dits de compétitivité qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat.

Contre « le pacte de responsabilité » qui vise à entrainer les organisations syndicales dans la mise en œuvre de la rigueur, **les UD CGT, Cgt-FO, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique** exigent le maintien du financement de la branche famille par la cotisation employeur, partie intégrante du salaire (30 milliards d'€) et l'annulation des économies annoncées de 68 milliards d'€ sur la dépense publique dans les 4 ans à venir.

Les UD CGT, Cgt-FO, Solidaires et FSU de Loire-Atlantique soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours (Cordemais, STX, La Poste, Alcatel, Inspection du Travail, secteur hospitalier, intermittents du spectacle,...). Elles considèrent plus globalement que pour contrer l'offensive généralisée qui touche les salariés du privé comme du public, les chômeurs comme les jeunes et les retraités, il est temps d'y opposer **une riposte d'ampleur qui suppose de construire les conditions d'une grève interprofessionnelle nationale.**

Elles appellent les salariés du public comme du privé, les chômeurs comme les jeunes et retraités **à faire grève et à manifester le 18 mars à 10h30 à Ancenis, Chateaubriant, Nantes (Place du Commerce) et St Nazaire**. Elles invitent leurs syndicats et sections syndicales à se rencontrer dans les entreprises, administrations… afin d'assurer la réussite de la **journée de grève interprofessionnelle du 18 mars**.

Nantes, le 17 février 2014